

CAFE PEDAGOGIQUE

« Et si on soutenait l'Union Européenne pour les prochaines élections ? »

L'actualité Européenne est marquée par une montée des nationalismes eurosceptiques. Ce sujet devient central au fil des élections nationales et européennes éludant les questions de fond. Ce café pédagogique, format de l'éducation populaire pour tous-tous, souhaite mettre au centre de la conversation votre idée du projet européen. Il se déroulera en 3 phases : une ressource, un café et une synthèse.

Début de la ressource - le diaporama

Le Populisme est un mot qu'on entend beaucoup de nos jours, dans des contextes variés, et il peut parfois être difficile de comprendre ce que recouvre ce mot. Il est souvent utilisé comme synonyme pour décrire des idéologies nationalistes ou d'extrême droite, mais de manière générale, le populisme est plutôt une méthode politique qu'une idéologie en soi. Le populisme vise à généraliser tout un peuple en niant son hétérogénéité afin de légitimer des intérêts politiques, qui peuvent être d'inspiration gauchiste autant que de droite. Le populisme essaie de mobiliser la plus grande masse de personnes en appelant à leurs intérêts les plus simples et communs, et en présentant un coupable qui fait obstacle à la réalisation de ces intérêts. Le populisme propose une compréhension du monde et une lecture des événements simplifiées au maximum notamment par la désignation de bouc émissaires et rencontre de ce fait du succès face à une démocratie technicisée, financiarisée éloignée des citoyens.

Le populisme s'est levé surtout face à la mondialisation et aux déplacements des populations. Il s'adresse aux populations dit « naturelles » des différents pays, et leur présente différents coupables pour les difficultés économiques et sociales auxquelles ils font face : Les étrangers, qui viennent prendre le travail, les élites économiques qui bénéficient de la mondialisation, les élites politiques qui ignorent leurs préoccupations, les médias qui servent les intérêts des plus puissants.

Ils s'opposent aux partis établis, ils ont des tendances nationalistes et anti-immigrés, visent une économie plutôt protectionniste, et souhaitent revenir à une « Europe des nations », c'est à dire qu'ils veulent mettre fin à l'Union Européenne en tant que telle.

Pour qu'on se puisse imaginer les proportions de ce mouvement, nous allons regarder cette carte de l'Europe, colorée selon les pourcentages que les parties appartenant à l'extrême droite populiste ont obtenu lors des dernières élections. Ils dominent surtout en Scandinavie et dans l'Ouest de l'Europe, où ces partis sont représentés dans 5 gouvernements. Ils commencent également à accéder au sein de l'Europe continentale avec des pourcentages de vote de plus que 10 % dans presque tous les pays sauf la Belgique. Les gouvernements d'Hongrie et de Pologne sont composés par des partis populistes de d'extrême droite.

Où est-ce que leur influence grandit le plus vite?

Cette carte est colorée cette fois selon la pourcentage d'électeurs qui ont changé leur vote par rapport aux dernières élections en faveur d'un parti populiste de l'extrême droite, c'est à dire qui ont voté pour un tel parti pour la première fois. Leur influence a grandi effectivement dans les pays les plus peuplés en Europe.

En Allemagne, l'„Alternative pour l'Allemagne“ est le premier parti d'extrême droite à entrer dans le Parlement depuis 50 ans.

Également face à l'Union Européenne, les courants populistes restent fidèles à ce mode de fonctionnement : la rhétorique repose notamment sur :

- le coût de l'UE pour les pays membres causant alors forcément une perte financière.
- la perte de pouvoir des états qui doivent appliquer des décisions hors sol de l'UE.

Ce sont souvent des conclusions qui en soi sont pas fausses mais simplifiées à un point qu'il créent chez les destinataires des convictions très monolithiques et restrictives. Par exemple: il est vrai que nous contribuons beaucoup au budget de l'Union Européenne, mais 94 % de ce budget est réinvesti dans les pays membres.

Les destinataires de ces mantras ne sont pas forcément de gens qui s'identifient à l'extrême droite, mais il n'est pas surprenant qu'un tel discours porte des fruits face à une Union Européenne éloignée des citoyens. Il est vrai, que le fonctionnement, l'influence, les compétences de l'UE restent obscurs pour la plupart d'entre nous.

On a pu observer à quel point nous étions éloignés de cette institution, lors du référendum du Brexit. Avec un taux de participation de 72 %, le « oui » pour la sortie a triomphé avec 51,9 % opposé à 48,1 % contre le Brexit. Le lendemain, la clé de recherche la plus populaire sur Google en Angleterre était « Qu'est ce que l'Union Européenne ? ».

Qu'est ce que l'Union Européenne ? Bonne question. Une question, à laquelle nous allons essayer de répondre ensemble maintenant.

3 communautés européennes ont servi de fondement à l'actuelle Union Européenne.

6 ans après la fin de la deuxième guerre mondiale, la Communauté européenne du charbon et de l'acier a été créée. L'idée était surtout de mettre les réserves de charbon et de l'acier de la France et de l'Allemagne sous l'autorité d'une institution commune, pour éviter que ces anciens ennemis puissent librement avoir recours à ces matériaux pour produire des armes et nourrir des nouvelles aspirations guerrières.

En 1957, la communauté européenne de l'énergie atomique a été créée. Ici, l'idée était de mettre en commun les programmes de recherche de l'énergie atomique en Europe en contrepartie de la menace des puissances nucléaires, les États-Unis et la Russie.

En 1975, la Communauté économique européenne est créée. Elle instaure le marché commun c'est à dire qu'elle abolit les taxes douanières dans le commerce entre ses membres et permet la libre circulation des biens.

1985 suit à la libre circulation des biens, la libre circulation des personnes : L'espace Schengen est créé, qui abolit les contrôles des personnes aux frontières des pays européens.

En 1992, avec le traité de Maastricht, les trois communautés européennes sont fusionnées en Union Européenne et constituent désormais les « trois piliers » de la coopération européenne.

Le traité introduit également la notion de citoyenneté européenne qui permet aux européens de revendiquer des nouveaux droits et libertés et unifie la politique étrangère et de sécurité.

Avec le traité de Lisbonne en 2007, la structuration en piliers disparaît. Je vais vous expliquer le fonctionnement qui régit aujourd'hui l'union européenne.

L'union européenne a 4 organes principaux. Le Conseil Européen, où siègent les chefs d'État ou de gouvernement de chaque État, la Commission Européenne, composée des 28 députés désignés par leur État, le Conseil de l'Union Européenne, composé des ministres des différents pays, et le Parlement Européen, composé par des membres directement élus par les citoyens européens.

Dans le processus législatif, c'est le Conseil européen qui va fixer l'agenda et les objectifs de l'UE. En fonction de ces objectifs, la Commission va proposer des législations qui seront discutées et amendées par le Conseil de l'UE et le Parlement européen. Ce sont également eux qui voteront l'adoption ou le refus des propositions.

On verra ensemble la procédure législative à partir d'un exemple concret :

Le Conseil Européen va par exemple décider que l'Union Européenne doit baisser sa consommation d'énergie.

La Commission Européenne aura alors la mission de proposer une législation pour mettre cet objectif en œuvre, par exemple le remplacement des ampoules normales avec des ampoules à consommation basse.

Le Conseil de ministres, composé à cet effet de ministres de l'environnement et d'économie, ainsi que le Parlement européen vont alors discuter et amender le texte, pour finalement décider de l'adopter ou non.

Dans le cas des ampoules à consommation basse, la législation a été approuvée en 2008, raison pour laquelle nous n'avons aujourd'hui plus les ampoules d'avant.

Mais, dans quelles domaines l'Union Européenne peut-elle légiférer ?

Dans certains domaines, L'UE a une compétence législative exclusive, c'est à dire que les pays membres n'ont pas de pouvoir de décision propre dans ces domaines.

Il y a aussi des domaines où les États membres et l'UE partagent la compétence. Mais dans le cas où une loi européenne et une loi nationale s'opposent, c'est la loi européenne qui prime.

Les États membres tiennent également la compétence exclusive pour quelques domaines.

Mais cette répartition de domaines comment-se-fait-elle ? Ce sont les pays qui doivent transférer des compétences à l'Union Européenne, et cela est fait pour des sujets où il est clair qu'un sujet peut être traité mieux à l'échelle européenne que nationale.

L'UE peut agir par l'adoption des différents types d'actes législatifs.

Règlements: Ce sont des règles avec une portée générale qui s'imposent directement aux États membres.

Décision communautaire : Elle s'applique également obligatoirement mais seulement à l'égard du pays ou de l'entreprise auquel elles sont destinées.

Les Directives fixent les résultats à atteindre, mais chaque pays est libre de choisir les moyens pour y parvenir. Si par exemple le Conseil Européen fixe une directive qui vise à baisser les émissions des pays européens par 20 % en 10 ans, les pays seront libre quant aux mesures qu'ils prennent pour atteindre ce but : Ils peuvent interdire la circulation en centre ville, ou investir plus dans les énergie renouvelables, imposer une taxe charbon

Les recommandations ainsi que les avis sont des suggestions faites par les institutions européens, qui n'ont pourtant aucune force obligatoire.

L'Union Européenne est très active en matière législative. Rien qu'en 2018, l'UE a adopté 433 actes législatives. Aujourd'hui, plus de 50 % du droit français est du droit européen.

Si je vous montre ce drapeau en lien avec l'Union Européenne, qu'est ce que ça vous évoque ? Le Brexit est un de ces sujets dont on a tellement entendu parler qu'on en a un peu marre, mais en même temps, je voudrais ici réexpliquer les enjeux et les difficultés.

- **Le Brexit**

Le referendum qui a décidé la sortie du Royaume Uni de l'UE date de 2015. Mais, malgré les années et les discussions, aucun accord n'a pu être trouvé. Mais pourquoi est-ce qu'il si difficile de déboucher sur un accord ?

Pour répondre à cette question, il faut savoir que l'Union Européenne est d'un côté un marché unique et de l'autre côté une union douanière. Le marché unique abolit les taxes douanières imposés sur les biens importés et exportés entre les différents pays, et met des standards communs en place pour afin de permettre la libre circulation des biens.

L'Union douanière en revanche fixe des taxes imposées sur les biens venant de l'extérieur de l'Union Européenne. Par exemple, en Europe, nous avons assez de tomates nous même, en France, en Espagne, en Italie. Nous n'avons pas vraiment intérêt à importer des tomates du Brésil ou n'importe quel autre pays-non membre, pour ne pas avoir de concurrence pour nos tomates européennes. Le taux d'impôts imposés sur les tomates est donc plus élevés que sur des aliments que nous n'avons pas nous même en Europe, par exemple des noix de coco.

L'Angleterre se heurte à l'Union douanière dans la mesure où cette dernière freine le commerce avec les pays non-européens : Le Royaume Uni ne pourra pas conclure des accords de libre échange avec d'autres pays en restant dans l'Union douanière. Mais, la sortie de l'Union douanière signifierait en même temps la sortie du marché unique, et cela causerait plusieurs problèmes : un rétablissement des contrôles des marchandises aux frontières, un frein au commerce avec les pays européens par le rétablissement des douanes. Pour le moment, l'Angleterre avait envisagé de rester dans l'Union douanière, même après le Brexit, mais pas à long-terme : Une position comme celle de la Norvège, non-UE- membre qui fait partie de l'Union douanière sans avoir un pouvoir de décision quant à la fixation des douanes, n'est pas envisageable pour Theresa May.

Selon un sondage de l'Institut des Directeurs, un groupe de lobbyistes britanniques de point, un tiers des entreprises britanniques envisage de quitter l'Angleterre en cas de « Brexit dur », c'est à dire un Brexit sans accord et alors une perte de l'accès au marché unique.

Deuxième problème, tandis que l'Angleterre aimerait bien maintenir la libre circulation des biens, il y a une chose qui pose problème. Le principe de libre circulation inclut ne pas

seulement les biens, mais aussi les personnes : difficile à réunir avec les objets quant à la régulation de l'immigration envisagé par l'UKIP.

Je vous ai déjà parlé du populisme européen. Et bien sûr, il est important d'en être consciente, de pouvoir l'identifier et de s'y opposer. Mais en même temps, en vue des élections européennes, il ne faut pas faire l'erreur de juste voter pour un parti parce que supposément il n'est pas populiste.

Parce que le populisme ne peut pas être instrumentalisé que par les populistes eux-mêmes. Il peut aussi être utilisé par les partis établis pour dire « Voter pour nous pour voter contre les populistes ». Mais un vote devrait être plus qu'un contre-vote. On ne devrait pas voter le parti « le moins mauvais », mais celui qui défend véritablement les valeurs et objectifs que nous en tant qu'Européens poursuivons.

Et, un de ces sujets, indépendamment de notre affiliation politique, est le changement climatique. On peut être de droite de gauche du centre, le changement climatique nous concerne tous.

On sait, changement climatique, ça veut dire réchauffement de la température moyenne, la montée des eaux mais en même temps la rareté d'eau, ... Mais quels sont les conséquences concrètes du changement climatique, en Europe et dans le monde ?

Vous connaissez tous l'histoire d'extinction des dinosaures. Un astéroïde est tombé et a tué ces animaux qui dominaient auparavant la terre. Mais est-ce que vous savez qu'il y avait 4 autres extinctions de masse ? Et qu'est ce que a été leur cause ?

Toutes les quatre on été provoquées par un changement climatique.

Le plus grave avait lieu il y a 252 millions ans. Il a commencé quand le CO₂ a chauffé la planète de 5 degrés, et a fini par faire disparaître 97 pourcent de la vie sur terre.

En ce moment, nous sommes en train d'émettre du CO₂ dans l'atmosphère à une vitesse 10 fois plus élevée. Beaucoup de scientifiques affirment qu'en ce moment, nous nous trouvons déjà au milieu de la 6^{ème} extinction de masse.

Les 5 étés les plus chauds en Europe depuis 1500 se sont tous produits après 2002.

Sans réduction d'émissions, en 2080, les régions méditerranéennes de l'Europe seront en sécheresse extrême permanente.

Des régions du Moyen Orient vont devenir inhabitables en 2050, avec des températures de 46 C pendant la journée.

Dans quelques décennies, le pèlerinage à La Mecque va devenir physiquement impossible pour les 2 millions de croyants qui prennent ce chemin chaque année.

La règle basique de culture vivrière est que par degré d'augmentation de la température, la récolte diminue de 10 pourcent.

Ce qui veut dire que si la planète chauffe de 5 degrés jusqu'à la fin du siècle, on aura 50 % plus de personnes sur terre avec 50 pourcent moins de nourriture.

L'Union Européenne est le troisième émetteur des gaz à effet serre dans le monde, après la Chine et les Etats Unis, avec 10 % des émissions totales du monde.

Le charbon, le pétrole et le gaz représentent encore 72 % de nos principales sources d'énergie en 2016.

En 2016, l'Union Européenne a produit 49.9 millions de tonnes in de plastique, la plupart étant des emballages.

Seulement 30 % des déchets plastiques sont recyclés en Europe, le reste est incinéré ou enfouit.

Ici vous voyez les différents taux de emballages plastiques recyclées dans l'Union Européenne, la France occupant une des dernières places.

Chaque année, la production et l'incinération du plastique crée 400 millions tonnes de carbone dans le monde.

Les émissions, le changement climatique et toutes ses conséquences qui viennent avec ne s'arrêtent pas aux frontières, et c'est pour cela que le traitement de ce problème ne peut pas s'arrêter aux frontières non plus. Et si nous voulons que quelque chose soit fait à l'échelon européen pour le climat, les élections européennes sont le moment.

Alors qu'est qui est fait à l'échelle européenne pour lutter contre le changement climatique ? L'inspiration principale des législations européennes relatives à l'environnement et le « 2030 climate and energy framework », annonce par le Conseil Européen en 2014. Il contient des objectifs ambitieux à atteindre d'ici 2030.

- 40 % réduction des gaz d'effet serre
- 27 % d'énergies renouvelables dans les mix énergétiques

Les principaux outils sont l'unification des prix du charbon, le soutien compétitif à apporter aux entreprises favorisant l'utilisation des énergies renouvelables.

L'UE projette de mettre en œuvre une économie à faible consommation de charbon, c'est à dire une réduction des émissions de carbone de 60 %.

Mais ce plan a des carences : Il ne contient pas l'objectif d'une économie neutre en carbone. C'est problématique dans la mesure que la plupart de scientifiques est d'accord que pour contenir l'échauffement à moins de 2 pourcent, tous les pays industrialisés devaient atteindre une économie neutre en carbone jusqu'en 2050.

Mais en Europe, 132 milliards d'Euros par année sont toujours investis dans des énergies fossiles.

Le prix du charbon est toujours relativement bas, ce qui empêche l'atteinte des objectifs fixés.

Le pourcentage de 27 % des énergies renouvelable n'est pas obligatoire pour les pays membres, car une partie des pays a refusé de soumettre leur mélange énergétique nationale à

l'autorité européenne.

La politique énergétique ainsi que la protection de l'environnement reste une compétence partagée, limitant la marge de manœuvre de l'Union Européenne.

Pendant que certains pays ont des politiques très ambitieuses en matière de réduction d'émissions, des pays comme la Pologne ont une économie largement dépendante du charbon. Elle était un des plus grands émetteurs de CO2 par tête dans l'UE.

Le problème d'une Europe énergétique à différentes vitesses et difficile à résoudre, ce qui est également lié au populisme émergent. Beaucoup de pays souhaitent retrouver leur « souveraineté ». Par conséquent, en ce moment plus que jamais les pays ne sont pas prêts à transférer des compétences à Bruxelles, ce qui fait que des politiques relatives au climat et à l'énergie resteront certainement des compétences partagées dans le future.

Il y a des pays européens très ambitieux en matière climatique, parmi eux on compte souvent l'Allemagne. Elle avait effectivement annoncé un objectif de réduction des émissions de 40 % d'ici 2020. Cet objectif a entre temps dû être abandonné à cause d'un manque de politiques concrètes pour effectivement atteindre cet objectif.

En matière climatique, l'Union Européenne a besoin d'objectifs obligatoires et concrets, d'un prix de charbon unifié et plus élevé et d'une dé-carbonisation des économies.

En matière de changement climatique, l'Europe a besoin d'unité absolue. Mais avec un taux de participation de 40 % aux dernières élections européennes, des chefs de gouvernements nationalistes dans le Conseil Européen où les directives doivent être adoptées à l'unanimité et des partis populistes et eurosceptiques dans le Parlement européen, cette unité n'est pas envisageable.

Le café - Discussions en petits groupe autours de gâteaux, boissons

Comment voyez vous le futur de l'Union Européenne ?

Qu'est ce qu'elle devrait être ? Est-ce que vous êtes pessimiste ou optimiste ?

Qu'est-ce que vous fait peur ? Qu'est ce que vous fait espérer ?

[DISCUSSION]

Synthèse

Retour des participants et échanges tous sur les contenus des discussions dans les tables.

Reprise de la parole par la meneuse :

Est-ce que quelques uns entre vous connaissaient les représentants français au sein du Parlement ?

Vous en connaissez sûrement un, et c'est Marine Le Pen. Ce qui est intéressant dans la mesure où elle et son parti sont connus d'être essentiellement contre la construction européenne.

Changer les institutions se fait le plus certainement depuis l'intérieur. La question est juste de savoir à quoi ressemblera une Europe à la Marine le Pen.

Si nous voulons améliorer l'Union Européenne, il faut qu'on y participe.

Le problème de l'UE ce ne sont pas forcément les gens qui sont contre, parce que eux, ils vont voter, mais les gens que s'y n'intéressent pas. Regardons le Brexit. Est-il uniquement la faute de ceux qui ont voté pour, ou peut - être aussi de ceux qui n'ont même pas participé à l'élection?

Alors, pour ne pas faire la même erreur que les Britanniques qui n'ont pas participé au referendum, voici tout ce que vous devez savoir sur les élections européennes.

Ils auront lieu le 23 Mai en France. Si vous êtes étranger résidant en France, il faudra appeler votre commune de naissance pour demander de vous envoyer les formulaires afin de pouvoir voter par courriel.

Pour qui vote-on ?

Au sein du Parlement européen, les partis nationaux se regroupent avec les partis des autres pays membres de la même affiliation politique dans des partis européens. Pour les élections, des regroupement de partis nationales vont proposer une liste de candidats qui portera le nom de leur parti européen.

On vote alors pour une liste, et toutes les listes qui obtiennent 5 % disposeront d'un nombre proportionnel des sièges français au parlement. En total, la France a 97 sièges.

Actuellement, le Parlement européen est composé par 8 groupes politiques. (présentation)

Pour les élections européennes, une multitude de partis présente des listes.

Comment alors trouver le parti qui représente le mieux nos intérêts et nos opinions sans devoir lire tous les programmes ?

Le site « vote et vous » vous offre à travers un questionnaire de trouver les partis dont le programme est compatible avec vos convictions. Après il faudra bien sûr encore faire des recherches approfondies, mais ce questionnaire peut vous permettre d'avoir un point de référence.

Nous allons vous demander tout à l'heure votre adresse mail pour vous envoyer une synthèse de cette présentation, des démarches de l'élection, des programmes des partis, et le lien pour ce questionnaire.

<http://nymag.com/intelligencer/2017/07/climate-change-earth-too-hot-for-humans.html>

<http://www.europarl.europa.eu/news/en/headlines/society/20181212STO21610/plastic-waste-and-recycling-in-the-eu-facts-and-figures>

<https://www.robert-schuman.eu/en/european-issues/0450-how-europe-can-and-should-become-the-guardian-of-the-paris-agreement-on-climate-change>